





Sup Pp Pl B 481-4

# PRÉCIS

DE LA

## RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

(Extrait du Recueil semi-périodique, intitulé : Le Mois littéraire et historique, ou l'Esprit des Journaux. Paris, Décembre 1822.)



*Se vend,* A TOULOUSE,

CHEZ RIVALS L'AINÉ, PLACE ROYALE, n.° 10.

---

De l'imprimerie de J.-M. CORNE, avocat, rue Tierçaires,  
n.° 84.



1813

Received of the Honble the East India Company  
the sum of one hundred and fifty rupees  
for the purchase of the following goods

viz  
Sugar  
Tea  
Coffee  
Cinnamon  
Cloves  
Pepper  
Ginger  
Turmeric  
Saffron  
Indigo  
Cotton  
Silk  
Wool  
Linen  
Carpenter  
Iron  
Steel  
Copper  
Tin  
Lead  
Zinc  
Silver  
Gold  
Diamonds  
Rubies  
Emeralds  
Sapphires  
Gems  
Pearls  
Shells  
Horn  
Ivory  
Bone  
Glass  
Crystal  
Porcelain  
Earthenware  
Cloth  
Paper  
Books  
Instruments  
Tools  
Machinery  
Furniture  
Ornaments  
Jewelry  
Medicine  
Drugs  
Spices  
Herbs  
Fruits  
Vegetables  
Animals  
Birds  
Fishes  
Insects  
Plants  
Trees  
Shrubs  
Flowers  
Fossils  
Minerals  
Stones  
Metals  
Earthenware  
Glassware  
Copperware  
Ironware  
Steelware  
Silverware  
Goldware  
Diamonds  
Rubies  
Emeralds  
Sapphires  
Gems  
Pearls  
Shells  
Horn  
Ivory  
Bone  
Glass  
Crystal  
Porcelain  
Earthenware  
Cloth  
Paper  
Books  
Instruments  
Tools  
Machinery  
Furniture  
Ornaments  
Jewelry  
Medicine  
Drugs  
Spices  
Herbs  
Fruits  
Vegetables  
Animals  
Birds  
Fishes  
Insects  
Plants  
Trees  
Shrubs  
Flowers  
Fossils  
Minerals  
Stones  
Metals

Witness my hand and seal this 15th day of  
the month of \_\_\_\_\_ 1813  
at \_\_\_\_\_

---

---

# PRÉCIS

## DE LA RÉVOLUTION D'ESPAGNE.

---

L'ESPAGNE a toujours eu une physionomie particulière. Son histoire n'a pas cessé de se confondre avec celle des autres peuples du continent ; cependant elle en est toujours restée isolée par ses mœurs , ses institutions et son caractère national.

Les Carthaginois en tentèrent la conquête , mais ils n'eurent pas le temps de l'achever ; les Romains , qui vinrent pour leur en disputer la possession , eurent à combattre pendant près de cinq siècles avant de pouvoir y affermir leur domination.

Les Espagnols avaient alors à défendre leur religion et leurs lois. Ils s'obstinaient à ne pas vouloir se confondre avec un peuple qui différait essentiellement d'eux par ses institutions politiques , ses mœurs et son langage. Mais les Vandales et les Goths n'eurent besoin que d'une seule campagne pour détruire la domination romaine en Espagne ; car depuis quatre siècles les peuples de cette contrée n'avaient plus de patrie à défendre ; il leur importait peu d'obéir à des Vandales ou à des Romains. Ce fut ainsi qu'une seule bataille fit encore changer la destinée de l'Espagne , en l'assujettissant à ces mêmes Africains qui , sept siècles auparavant , avaient été forcés de céder à la fortune de Rome triomphante.

Toutes les Espagnes étaient réunies sous le sceptre de Ferdinand et Isabelle. Il se forma un nouveau caractère national sous le gouvernement de princes que ces peuples pouvaient avouer avec orgueil ; et la monarchie espagnole devint la plus florissante et la plus formidable du continent européen , qu'elle fit long-temps trembler.

La dynastie autrichienne , si féconde en grands princes , se trouvait éteinte par la mort de Charles II ; les droits de

l'hérédité firent passer les Espagnols sous la domination des Bourbons. L'antique illustration de cette maison flatta l'orgueil national des Espagnols ; aussi dans la guerre de la succession , repoussèrent-ils avec énergie le prince que Vienne et l'Angleterre voulaient leur imposer. Ils ne voyaient dans les Anglais , qui se disaient leurs alliés , que des hérétiques insultant à la sainteté de leurs temples , et blasphémant contre les dogmes que leur avaient transmis leurs religieux ancêtres. Ils s'obstinèrent à traiter en ennemi public cet archiduc Charles qui se présentait à eux environné de tels auxiliaires. Philippe V eut le bon esprit de *se faire Espagnol* dès qu'il eut franchi les Pyrénées , et ils s'affectionnèrent à ce prince comme s'il eût été appelé par leur choix. Depuis cette époque , les rois de la maison de Bourbon n'ont pas cessé d'être chéris de leurs peuples , dont ils se sont toujours montrés les pères ; car Henri IV , chef de cette glorieuse dynastie , a transmis à tous ses descendants sa franchise chevaleresque et sa popularité.

Cependant une bien terrible épreuve était réservée à la fidelle Espagne. Il était apparu dans l'Europe un fatal conquérant à qui rien ne pouvait résister ; les capitales des monarchies les plus puissantes avaient vu flotter sur leurs remparts ses drapeaux victorieux. L'Espagne pouvait-elle se soustraire à une domination qui s'étendait depuis les Pyrénées jusqu'au delà des monts Krapks ? Une malheureuse mésintelligence fomentée parmi les membres de la famille royale , par les vues ambitieuses d'un usurpateur cherchant avec ardeur à expulser les Bourbons de l'unique patrimoine qui leur restait , devint le prétexte de la plus dangeureuse médiation. L'arbitrage du nouvel Attila fut celui du lion ; les droits de la force se jouèrent avec impudence de ce qu'il y a de plus sacré parmi les nations civilisées. Pour ajouter la dérision à l'outrage , le vieux roi ne fut rétabli sur son trône que pour donner une apparence spécieuse à cet étrange traité , par lequel toutes les provinces qui dépendaient dans les deux mondes de la monarchie espagnole , étaient cédées en échange d'une pension viagère et du palais de Compiègne.

Une prison particulière en France fut destinée à chacun des deux princes espagnols. Pour réunir toutes les humi-

nations qui peuvent flétrir un front royal , Ferdinand VII fut obligé de solliciter , comme un honneur , le choix d'une épouse dans la famille de son odieux spoliateur , qui voulait lui faire subir l'infamie d'un outrageant refus. Sapor , si violemment accusé par l'histoire , ne traita pas d'une manière plus injurieuse le malheureux Valérien , devenu son captif par les droits de la guerre.

Toutes ces infortunes ignominieuses vinrent accabler l'Espagne en 1808. Le conquérant lui donna pour roi l'aîné de ses frères. Des Castellans oublièrent cette noble fierté que leur avaient transmise leurs ancêtres , jusqu'à se faire les courtisans , les domestiques et les gardes de cet aventurier.

La *grandesse* espagnole tomba dans le néant de l'abjection. La *cour du roi Joseph* devint la fable proverbiale de l'Europe. Ce dernier excès d'opprobre fit enfin sortir le peuple de sa stupeur ; on courut aux armes de toutes parts ; des troupes formées à la hâte se battirent sans ordre , mais avec acharnement. La discipline de vieilles bandes , depuis longues années habituées à la victoire , triompha du courage opiniâtre avec lequel de simples milices osaient espérer de vaincre , parce qu'elles combattaient pour l'affranchissement de leur malheureuse patrie.

Enfin , la nation disputa en quelque sorte pied à pied , pendant quatre années , le terrain de son indépendance. Le vainqueur versait à grands flots ses bataillons sur ce sol dévorant ; ce n'était qu'en nageant dans le sang des siens qu'il pouvait cueillir ses lauriers dont il s'enorgueillissait à la face de l'Europe.

Enfin , le valeureux peuple espagnol se voyant poussé , de combats en combats , jusque dans l'île-de-Léon , y prit , sous le canon de Cadix , une position assez forte pour être respectée par son ennemi , qui commençait à diriger son attention vers l'extrémité septentrionale de l'Europe.

Comme ces Romains héroïques qui , après la bataille de Cannes , mirent en vente le terrain où campait Annibal , ce qui restait en Espagne de défenseurs de l'indépendance nationale , nomma , avec le consentement secret du roi légitime , des juntas provinciales de défenses et d'approvisionnement. Ces juntas élurent des députés pour composer les Cortès , à l'effet de centraliser les moyens

de défense , mais non pour donner une nouvelle forme politique à la monarchie , ni changer les anciennes lois.

C'est au milieu de telles circonstances que les Cortès , abusant de leur mandat , créèrent la constitution de 1812 , devenue aujourd'hui le prétexte de cette nouvelle révolution dont la malheureuse Espagne est encore le théâtre.

Les Cortès ne se souvenant pas qu'elles tenaient leur mission de leur roi légitime , se firent une large part dans cette constitution improvisée ; elles crurent que le peuple , par ses immenses sacrifices , et par le sang qu'il avait prodigué dans plus de cent batailles , avait acquis le droit de se donner , contre ses princes mêmes , les garanties politiques les plus étendues. Le roi était alors captif en France ; on n'a toujours que de faibles égards pour le malheureux qui se trouve absent , lorsque l'humiliation semble surtout flétrir ses droits. Les Cortès de l'île-de-Léon parurent donc oublier que l'auguste captif de Valença était l'héritier de Charles-Quint et de Philippe V. Les plus importantes de ses prérogatives royales furent méconnues ; on eût dit que le roi devait toujours rester captif sur un sol étranger , et qu'il ne pouvait figurer dans la constitution que comme un simulacre simplement honoraire.

Enfin , la fortune avait cessé d'être contraire à la cause des rois légitimes ; leur ancien et redoutable ennemi avait vu briser sur les glaces de la Russie le talisman de ses victoires. Napoléon , cessant d'être redoutable , avait senti la nécessité de se rapprocher des règles les plus vulgaires de la justice ; il avait donc fait ouvrir les portes de la prison de Ferdinand , et permis à son captif de revenir s'asseoir sur le trône de ses pères. Le vieux roi Charles IV avait décidément ratifié son abdication , sentant ses mains trop faibles pour diriger les rênes du gouvernement dans les circonstances difficiles où l'Espagne allait se trouver. Les Cortès , alors réunies dans l'île-de-Léon , voulurent en vain faire promettre au roi , avant qu'il eût quitté le territoire français , de reconnaître tous les actes de leur assemblée ; en vain elles réclamèrent son adhésion à la constitution de 1812.

A peine eut-il mis le pied dans ses états , qu'il se livra à l'agréable idée qu'il était enfin roi , et qu'il pouvait

l'être avec toutes les prérogatives de ses prédécesseurs. La haine qu'il devait avoir pour une révolution dont les résultats avaient été si funestes à toute sa maison, l'éloignait naturellement de toute transaction avec ses principes et ses institutions. Aigri par ses précédentes infortunes, il revint donc, le cœur plein de sentimens hostiles, contre ces échafaudages constitutionnels sur lesquels on voulait placer son trône. D'un caractère franc et impétueux, il ne put dissimuler ses vues pour l'entier rétablissement de l'ancien ordre de choses. Le premier acte de souveraineté qu'il fit, avant même d'être entré dans Madrid, fut d'ordonner la dissolution des Cortès, d'annuller la constitution de 1812, et de la faire brûler par la main des bourreaux : ce qui fut exécuté aux acclamations générales.

Le roi, étant à Valence, avait reçu les représentations des nobles, du clergé, des magistrats, des villes, des 69 députés qui protestèrent contre la promulgation de la constitution ; enfin, du conseil suprême de Castille, qui tous suppliaient le jeune monarque de repousser cette constitution comme illégale et anarchique : c'est ce qui le déterminà à annuller ce code, radicalement nul, puisque les députés qui le firent étaient réellement sans mission pour cet objet.

Après avoir anéanti tout ce qui tenait aux nouvelles institutions, Ferdinand dirigea sa sévérité contre les individus qui en avaient été les auteurs. Les députés qui avaient lutté avec tant d'énergie contre l'usurpation étrangère, mais qui avaient voulu lui imposer une constitution violatrice de ses droits en le rappelant sur le trône de ses pères, furent enveloppés dans la même proscription que tous les courtisans et les serviteurs du roi Joseph. Il n'appartient pas à tous les princes de faire regarder avec approbation leur puissance absolue ; il faut planer au-dessus de l'opinion par l'influence d'un génie supérieur, et n'apparaître aux regards des peuples qu'environné des prestiges d'une fortune constamment heureuse, pour être en état de commander une aveugle obéissance à des sujets dont on a conquis l'admiration.

Ce n'était point, il faut l'avouer, de tels prestiges que Ferdinand VII avait à présenter à ses peuples ; le passé n'était pour lui qu'un enchaînement de calamités et d'hu-

miliations. Les événemens les plus funestes se réunirent pour environner d'auspices malheureux les commencemens de ce nouveau règne. L'Espagne, dans le deuil de l'affliction de voir les mers couvertes de ses nombreux bannis que la juste rigueur du gouvernement forçait à fuir sur des rives étrangères, eut aussi bientôt à gémir sur la perte de ses colonies : presque toutes refusèrent de reconnaître les ordres de leur légitime souverain, et pour se soustraire à son obéissance, elles firent scission avec la mère-patrie.

Ce fut alors que de sourds murmures se firent entendre dans le fond de quelques provinces lointaines ; peu après ils éclatèrent en rebellions partielles. Porlier, Lacy et Mina, chacun en des endroits différens, et sans paraître liés entre eux par les rapports mutuels d'une commune conspiration, se cantonnèrent dans la Galice, la Catalogne et la Navarre.

Ces imprudens rebelles n'ayant pas le génie de la faction, ne furent que d'obscurs chefs d'atroupemens que le gouvernement eut bientôt dissipés.

Porlier et Lacy payèrent leur imprudence de la peine capitale. Mina, plus heureux, passa les frontières, et vint chercher un asile en France.

Mais la cour vit bientôt éclater une autre conspiration, qui s'étant fomentée dans le sein d'une nombreuse réunion de troupes, déborda rapidement dans toutes les provinces, et donna naissance à cette révolution dont je vais présenter le précis historique.

On sait qu'un corps d'armées de 22,000 hommes avait été réuni à l'Île-de-Léon, Cadix, Port-Sainte-Marie, Port-Royal, Xerez et San-Lucar, pour s'embarquer, et aller combattre en Amérique les troupes victorieuses des colonies insurgées. Ces armemens considérables, faits par les soins, l'activité et sur le crédit personnel de Ferdinand, étaient enfin sur le point de remplir leur objet ; mais les colons espagnols sachant qu'ils avaient tout à redouter de cette expédition à laquelle ils n'auraient pu résister, avaient envoyé des millions en France et en Espagne pour organiser l'insurrection dans la mère-patrie, et la mettre hors d'état de penser à ses possessions américaines. Le comité directeur sut, à force d'argent, fomenter la répu-

gnance des soldats pour cette destination lointaine , et faire naître tout à coup au milieu d'eux la mutinerie, l'insurrection et la révolte. Ils prirent pour prétexte le rétablissement de la constitution décrétée par les Cortès extraordinaires qui avaient siégé dans l'Île-de-Léon en 1812. Le chef de bataillon Riégo et le colonel Quiroga mirent à profit un tel mouvement, en se déclarant les chefs de l'armée insurgée.

L'esprit révolutionnaire , toujours avide d'insulter à l'autorité des rois, et d'avilir la majesté du trône, précipita la marche des événemens. Les corps militaires, les provinces et les grandes villes répétèrent les cris de la faction.

La révolution , dont les premiers symptômes s'étaient manifestés en Février 1820, agitait déjà les esprits de Madrid dans les premiers jours de Mars. Cependant Riégo, à la tête d'un nombreux détachement, avait quitté l'Île-de-Léon pour aller révolutionner les provinces voisines; mais poursuivi par Charles O'Donell, sa troupe avait été battue et dispersée, et lui-même ne se sauva qu'avec peine. D'un autre côté, les généraux Campana et Freire, commandant à Cadix, étaient dévoués à la cour; et si le ministère n'eût pas trahi le roi, les insurgés de l'Île-de-Léon pouvaient facilement être ramenés à leur devoir. Mais Ferdinand avait donné sa confiance à Ballesteros. Celui-ci, à la faveur d'un attroupement que sa perfidie sut faire entrer jusque dans l'appartement royal, persuade le prince que l'insurrection a pris subitement dans sa capitale un caractère si grave et si inquiétant, que le monarque craignant une désertion générale, croit devoir reconnaître la constitution de 1812, à laquelle il est forcé de prêter serment.

Les Cortès furent convoquées, et un nouveau ministère s'organisa dans l'esprit de ce nouvel ordre de choses; et dès ce moment le roi n'eut que l'apparence du pouvoir. En effet, la constitution porte que les ministres sont responsables aux Cortès. Or, cette responsabilité rend illusoire la puissance du roi. Combien de fonctionnaires n'a-t-il pas nommés qui ne sont jamais entrés en place, parce qu'ils déplaisaient aux Cortès, qui ordonnaient aux autres ministres de ne pas contre-signer la nomination royale, formalité nécessaire à peine de nullité! On peut citer entre

autres la nomination du général Carvajal, homme de caractère et de grand mérite, que les Cortès se gardèrent bien d'accepter, et firent même mettre aussitôt en accusation. La responsabilité ministérielle ayant lieu envers les Cortès, il faut que les ministres qui veulent rester en place fassent les volontés des Cortès, et non celles du roi, dont ils n'ont rien à craindre. Qui a jamais pu croire que Ferdinand ait ordonné la mise en jugement des officiers de sa garde, ni qu'il ait demandé les Cortès extraordinaires? Tout le monde sait, à Madrid, qu'il s'y est constamment refusé, et qu'un ministre a eu l'effronterie de supposer l'ordre de convocation.

Le premier jour d'une révolution est beau comme l'espérance; mais presque toujours son lendemain ressemble à ces nuages sulfureux qui déchirent l'horizon et vomissent les tempêtes.

Cette constitution des Cortès, devenue à l'improviste l'objet de tant d'acclamations, laissait apercevoir aux regards des plus minces politiques le germe des orages qui depuis trente mois rendent malheureux les peuples de l'Espagne, si paisibles, si fortunés avant qu'on leur eût *inoculé la fièvre française*.

Comment croire à l'affermissement de l'ordre public avec une constitution où la puissance du roi est plus précaire que celle d'un doge de Venise, et où tous les pouvoirs sont entièrement réunis dans les élémens démocratiques d'une nombreuse assemblée délibérante?

Pendant trois jours, à Madrid, au palais de Ferdinand, dans les rues, sur les places publiques et dans les maisons particulières, ce ne fut que réunions joyeuses, danses et banquets; pendant trois nuits, Madrid vit de magnifiques illuminations prolonger les divertissemens de la journée jusqu'au retour de l'aurore. Des principales villes de province, il affluait des adresses de félicitation; tous les régimens se disputaient de zèle pour prêter avec une solennité militaire le serment d'adhésion.

Les fumées de cette ivresse générale commencèrent bientôt à se dissiper: on ne tarda pas éprouver les résultats que devait produire ce conflit de tous les intérêts de l'ambition mis en opposition les uns contre les autres; on ne fut pas long-temps à connaître que la puissance royale,

instituée pour comprimer toutes les prétentions privées, était devenue trop faible contre l'exaltation de l'ambitieuse popularité.

Lorsque le centre du cercle social est effacé, tous les points de la circonférence, abandonnés à leur déviation, se froissent, se heurtent et se brisent les uns contre les autres. Voilà ce qui constitue cette effervescence inquiète, cette turbulente irritabilité qui, dans tous les temps, a caractérisé le système démocratique.

Dès que sous les auspices séducteurs de la nouvelle révolution, la liberté de la presse eut été proclamée, il ne fut plus permis de parler et d'écrire que dans le sens de l'opinion dominante. Les froides dissertations furent bannies de la tribune, pour y faire place aux déclamations les plus perfides : on fut hué, insulté, et même poursuivi criminellement lorsqu'on osait invoquer les glorieux souvenirs de l'ancienne monarchie ; mais on se vit porter en triomphe lorsqu'on faisait entendre des accusations insolentes contre la majesté du trône et la fidélité des dépositaires de la puissance royale. On déclara que tous les Espagnols pouvaient librement voyager dans l'intérieur des provinces ; mais dès-lors tout citoyen ne put faire un pas hors de son domicile, sans avoir à produire des titres de garantie personnelle devant les magistratures de nouvelle création ; enfin, on se crut dégagé des obligations féodales de la milice, qui, par de nombreuses restrictions, n'avaient jusqu'alors atteint que ces gens sans aveu qu'on forçait de défendre leur patrie, au lieu d'en compromettre la tranquillité par leur oisiveté vagabonde ; mais dans cette crise d'indépendance, tous les citoyens, depuis dix-huit ans jusqu'à cinquante, furent civiquement sommés de s'inscrire sur les rôles de la garde nationale. On fulmina les plus véhéments anathèmes contre les attentats de l'arbitraire en réclamant l'institution du jury ; ce fut alors que les opposans au nouvel ordre de choses furent recherchés jusque dans leurs foyers domestiques, et traînés devant les tribunaux auxquels les vociférations de la multitude dictaient les arrêts qu'ils devaient prononcer.

Tel a toujours été l'esprit des révolutions dont la démocratie fut le principe ; rien de plus brillant que la théorie, et de plus extravagant que la pratique.

C'était une complète illusion que la liberté du monarque, malgré les apparences de ces égards respectueux dont on l'environnait ; car s'il eût joui de toute l'étendue des droits que lui laissait même la nouvelle constitution, il n'eût pas nommé capitaine-général de la Navarre, ce Mina qui, à son arrivée de France, avait publié une insolente proclamation où il parlait du souverain avec toute l'audace d'un factieux qui sentait la force du parti dont il était, même dans son exil, un des plus actifs instigateurs.

Mina, complice des Lacy et des Porlier, avait précédemment échappé par la fuite à la rigueur des lois, assez puissants alors pour châtier la rébellion anticipée de ses imprudens amis. Il était à Paris lorsqu'éclata l'insurrection des troupes de l'Île-de-Léon ; aussi se hâta-t-il de venir partager les succès de sa faction triomphante. La Navarre l'ayant accueilli comme son héros, il y avait agi en capitaine-général.

D'autres attentats devaient affliger le cœur du roi ; aussitôt qu'il eut reconnu la constitution, le gouvernement fit envoyer aux généraux Campana et Freire, qui commandaient à Cadix, l'injonction de la faire proclamer ; mais les dépêches furent détournées et adressées à Quiroga, chef des insurgés de l'Île-de-Léon. Celui-ci s'empressa d'en faire part à sa troupe, et leur donna la plus grande publicité. Il les fit répandre avec profusion dans la ville de Cadix, et ses agens soulevèrent le peuple pour forcer les généraux Campana et Freire à proclamer la constitution. On alla jusqu'à les assiéger dans leur demeure, et ils se virent obligés de repousser à la baïonnette ces attaques séditieuses. Leurs troupes alors se divisèrent en plusieurs bandes au milieu des cris de *vive le roi*, et firent un feu très-vif sur les partisans de la constitution : quatre cent quatorze citoyens, dit-on, y perdirent la vie ; 1000 à 1200 reçurent des blessures plus ou moins graves. Ce ne fut pas sans peine que le général Freire parvint à calmer l'exaspération du régiment de la *Loyauté*. Enfin, il reçut le 14 les décrets royaux du 7 Mars qui suivirent l'adhésion du roi au mouvement révolutionnaire, et certain que ce souverain n'avait plus le pouvoir de protester contre ces décrets, il se décida à les rendre publics.

Le 15, les troupes de l'Île-de-Léon élevèrent sur la

Cortadura une nouvelle batterie à mortier. Alors l'amiral Villa-Vicencio leur communiqua les décrets du 7 ; le feu cessa , et les troupes insurgées , satisfaites de voir la constitution acceptée par Ferdinand , envoyèrent à Cadix un de leurs agens , avec musique militaire , pour annoncer qu'elles se soumettaient au roi.

Le 16 , le bataillon de Guides , fort de 430 hommes , fut dirigé sur Xerès , et le 17 , le régiment de la *Loyauté* sortit aussi de Cadix. Des poursuites rigoureuses furent ordonnées contre les auteurs des troubles , et la direction en fut confiée par le gouvernement au général O'Donoghue. Ce fut au milieu de ces circonstances sinistres , que don Francisco Espoz-y-Mina fut confirmé dans le titre et les fonctions de capitaine-général de la Navarre.

La proclamation de la constitution ne fut guère moins orageuse dans diverses autres parties de la monarchie.

Le prince Anglona , d'un caractère remuant , et qui avait eu déjà besoin d'avoir recours à l'indulgence du roi en 1814 , s'étant mis , à Madrid , à la tête du parti révolutionnaire , avait forcé le duc de l'Infantado à se démettre du commandement du régiment des Gardes espagnols , et s'en était fait revêtir.

A Barcelone , le général Castanos , contre lequel le peuple avait de grandes préventions , avait cru regagner la confiance publique en faisant en grande pompe , le 10 Mars , proclamer la constitution ; mais les révolutionnaires l'accueillant au milieu des huées les plus menaçantes , l'avaient forcé à remettre le commandement au général Villa-Campa.

Les cris de la multitude se dirigèrent également contre le général Copons , et contre l'évêque. On les accusait d'être opposés au nouvel ordre de choses. Villa-Campa ne parvint à les soustraire à la fureur de la faction , qu'en les faisant arrêter et conduire , sous une nombreuse escorte , prisonniers à Madrid.

Cependant le chef de cette émeute , Vimaro , avocat qui jouissait de la plus grande popularité , ne s'était tenu pour satisfait qu'en se portant au palais de l'inquisition , dont il brisa les portes ; tout fut bouleversé en moins de deux heures. Les rues voisines étaient encombrées des livres , papiers et manuscrits qu'on y avait trouvés ; parmi les pri-

sonniers qu'on y avait mis en liberté, se trouvait le général Castelar.

A Grenade, le général Eguia avait d'abord tenu secrète la dépêche qu'il avait reçue relativement au serment constitutionnel du roi ; mais la nouvelle s'en étant répandue , le peuple avait forcé les prisons de l'inquisition , chassé le général , et nommé en sa place le marquis de Campo-Verde ; ce choix fut confirmé par le gouvernement. En Galice , le premier choc entre les partis eut toute l'apparence des commencemens d'une guerre civile.

Lorsqu'il fut question de faire prêter aux troupes le serment constitutionnel , le général San-Roman leur fait prendre position à Monterey , non loin d'Orensé , et là il se déclare en opposition ouverte contre l'autorité de la junte. Le colonel Acevedo réunit toutes les milices de la province , et marcha contre lui. L'action fut vivement engagée , San-Roman fut partout enfoncé ; mais Acevedo ne jouit pas de sa victoire , car une balle dirigée contre lui , par l'un des siens , le fit tomber mort sur le champ de bataille. Don Carlos Espinosa prit le commandement en sa place , et continua la poursuite de l'ennemi.

San-Roman , obligé de se retirer en toute hâte à Bénavente , y fit jurer la constitution par les débris des corps qui l'y avaient suivi. La junte de la Corogne décréta que le colonel Acevedo , premier martyr de la liberté , avait bien mérité de la patrie ; les plus grands honneurs furent décernés à sa mémoire. Cet événement excita beaucoup de fermentation dans toutes les Asturies et la Galice : 15 à 20,000 hommes de milice s'y réunirent avec des dispositions très-hostiles. Le ministère , afin d'étouffer dans sa naissance ce premier mouvement de guerre civile , ordonna la dissolution du corps d'armée de San-Roman. Ferdinand fut donc obligé de souscrire à toutes les mesures qui lui furent proposées pour l'affermissement du nouvel ordre de choses.

Des ordres les plus impératifs furent donnés pour la poursuite judiciaire de tous ceux qu'on accusait des troubles de Cadix. Le capitaine-général O'Donoghue fut chargé d'adresser chaque jour au gouvernement le bulletin de ce procès solennel. Les généraux Freire et Campana furent arrêtés , et traités rigoureusement dans leur prison.

La partie de l'armée de l'expédition maritime qui s'était révoltée, fut dissoute ; mais les troupes de l'Île-de-Léon déclarèrent qu'elles resteraient dans leur position jusqu'à la réunion des Cortès, et au nom du roi l'on donna des éloges à leur inquiétude patriotique ; il fut même forcé d'accueillir la députation que ces fiers séditeux lui envoyèrent, comme s'il eût reçu l'hommage de la soumission la plus respectueuse.

Ce fut ainsi que Mina, dans son gouvernement de la Navarre, put se montrer insolent avec impunité. On lui avait envoyé M. Escudero comme chef politique de sa province. Le capitaine-général réclame contre un tel choix, et interdit au nouveau chef politique l'entrée dans Pampelune. La nomination de M. Escudero est révoquée, et il est remplacé par don Clemente de Lignes, ce dernier choix devant être agréable au capitaine-général.

Cette condescendance ministérielle fit croire à Mina qu'il pourrait porter plus loin ses vues ambitieuses ; on lui supposa la pensée de rétablir la Navarre dans son ancien état de royaume indépendant, et de s'asseoir sur un trône qu'il aurait ainsi relevé : car il annonça le projet de congédier les troupes de ligne étrangères à son gouvernement, et de substituer une garde de 3 à 4000 Navarrois qui lui seraient personnellement dévoués ; mais il prévint dans l'exécution de ce projet des obstacles qui sans doute effrayèrent son audace, car il y renonça. Son arrogance altière commençait à aliéner de lui les esprits. Il s'était mis en opposition avec la société patriotique de Pampelune, et de nombreuses pétitions furent envoyées au gouvernement pour demander sa révocation. Mina sentit qu'il devait attendre le concours de nouvelles circonstances pour affermir son crédit populaire, et donner l'essor à des vues plus étendues que les bornes étroites du royaume de Navarre ; peut-être que dans le moment actuel se regardant comme le héros des Espagnes, il s'imagine que la monarchie de Charles-Quint ne doit pas tarder à devenir la juste et glorieuse récompense de son dévouement *désintéressé* et de son heureux patriotisme.

Laissons Mina se disposant à s'approprier ce vaste champ de l'ambition que les Quiroga et les Riégo ont voulu sans doute ensemer pour eux-mêmes ; revenons auprès de

cet infortuné monarque auquel on fait supporter de si humilians sacrifices.

Depuis le 7 Mars, il ne gouvernait plus, mais il était obligé de prêter son nom royal à tous les actes que lui commandaient les clubs de Lorencini et de la Fontaine d'Or, où se réunissaient tous les moteurs les plus actifs de la révolution. Dans toutes les provinces, les chefs militaires et civils furent renouvelés. On put ainsi, par une ample distribution d'emplois, satisfaire la convoitise de tous ces zélateurs du bien public.

Un décret royal du 22 Avril, ordonna la pleine réintégration de tous les fonctionnaires et employés qui avaient été destitués dans les années 1814 et 1816. Enfin, la plus amère des humiliations fut imposée au monarque : il dut lui-même signer la déchéance politique et la détention des 69 *Perses* qui, en 1812 et 1814, s'étaient dévoués pour le soutien de l'autorité royale.

On appelait *Perses*, ces 69 députés courageux des Cortès qui avaient protesté contre la constitution, comme attentoire aux droits et prérogatives de leur roi légitime. Leur protestation rappelant l'usage de la nation Perse, qui ne jugeait ses rois qu'après leur mort, commençait par ces mots, *les Perses*. Le ridicule est l'arme la plus offensive et souvent la plus dangereuse dans les querelles politiques : les patriotes tournèrent en dérision les députés opposans, en leur donnant, comme sobriquet, le nom de *Perses*, qui depuis a toujours servi à les désigner. Lorsque, sorti de sa prison de Valençai, Ferdinand vint prendre les rênes de l'état, les Cortès avaient décidé de ne le reconnaître pour roi que lorsqu'il aurait déclaré son adhésion à la constitution votée par les Cortès de l'île-de-Léon en 1812 ; les 69 députés renouvelèrent leur protestation.

Le rappel des *Joséphins*, c'est-à-dire, de tous ceux qui avaient pris parti pour le roi Joseph, devenait la conséquence naturelle des principes libéraux qu'on avait adoptés. Se trouvant exilés sans avoir été jugés par aucun tribunal, ils furent autorisés à rentrer en Espagne. Le roi d'abord suspendit l'effet de cette autorisation ; mais levant ensuite cette suspension, il interdit aux *Joséphins* la faculté de s'avancer au delà de Burgos. Cet acte du gouvernement

paraîtrait l'indice d'une vigueur renaissante, si l'on ne savait qu'il n'avait fait encore que céder, dans cette circonstance, à l'influence du parti constitutionnel, qui conservait d'anciens ressentimens contre les soutiens de l'usurpation de Joseph Bonaparte. Ce fut sous de tels auspices que se réunirent les différentes juntes d'élections. Les choix furent généralement meilleurs qu'on ne l'espérait ; beaucoup d'ecclésiastiques y furent nommés ; on vit même figurer parmi les députés plusieurs royalistes ; on distinguait M. Espeléta, fils de l'ancien vice-roi de la Navarre. L'esprit public sembla s'améliorer ; le club Lorencini fit même paraître plus de modération dans ses principes, mais ce ne fut pas par ce motif qu'il refusa d'admettre au nombre de ses membres le comte de Labisbal. Ce personnage joue un rôle assez important, pour que nous entrions dans quelques détails sur sa conduite. Deux de ses frères, Joseph et Charles O'Donnell, lieutenans-généraux, sont constamment restés fidèles à leur roi ; le troisième, Alexandre O'Donnell, servit successivement, sous Bonaparte, l'empereur de Russie, et vint au commencement de 1814 débarquer à Bilbao, d'où il rejoignit l'armée espagnole de la Navarre, aux ordres de son frère Henri, comte de Labisbal. Celui-ci dévoré d'ambition, insatiable de richesses, livré à tous les vices, contribua d'abord avec zèle au retour de Ferdinand, sut gagner sa confiance par quelques preuves de dévouement, et en obtint le commandement de l'expédition pour l'Amérique. On croit qu'une fois arrivé avec ses troupes dans les colonies espagnoles, il avait le projet de se rendre indépendant. On assure du moins que dans un épanchement d'ambition, il fit promettre à Lacy de lui réserver la seconde place s'il obtenait le rang suprême, de même qu'il comptait le prendre pour son second dans le cas où il parviendrait lui-même à la principauté. Quoi qu'il en soit, connaissant les projets de Riégo et de Quiroga pour faire insurger l'armée de Léon, et désirant de plus en plus capter la faveur de Ferdinand, il part le matin de Cadix avec plusieurs bataillons, se rend à l'Ile-de-Léon, où il se fait suivre par un régiment de marine, et arrive au port Sainte-Marie au moment où toutes les troupes étaient sous les armes pour faire l'exercice. Alors le général Labisbal les fait former devant sa

troupe, enjoit aux principaux officiers, l'un après l'autre, entre autres Riégo et Quiroga, de lui remettre leur épée, les fait jeter en prison, et se rend en droiture à Madrid exposer sa conduite à Ferdinand, qui dans l'effusion de sa reconnaissance lui passe son cordon bleu autour du cou. Labisbal fût peut-être resté fidèle au roi depuis cette époque, si le ministère eût su ou voulu conserver ses prisonniers; mais Riégo et Quiroga eurent l'adresse de briser leurs fers, et l'insurrection des troupes de l'Île-de-Léon éclata bientôt après. Les Lorencinistes se ressouvirent de cette arrestation de leurs chefs, et rejetèrent le général Labisbal, qui voulut en vain faire oublier son dévouement à la cause royale par un exposé de sa conduite politique, où il cherchait à faire connaître que, même alors, il n'avait pas cessé de conspirer en faveur du parti révolutionnaire. Il n'excita que le mépris, en voulant prouver que toujours il avait eu pour but de fomenter l'esprit d'insurrection parmi les troupes soumises à son commandement.

Cette espèce de calme qui se manifesta dans l'opinion, parut au gouvernement une circonstance favorable pour éloigner de tout commandement militaire un de ses plus dangereux ennemis; don Juan Martin, dit *el Empecinado*, fut rappelé à Madrid sans aucun emploi. En vain adressa-t-il les plus vives réclamations, le roi persista dans le refus de ses services.

Enfin arriva le 9 Juillet, époque fixée pour la réunion des Cortès. Quelques jours auparavant, d'après les dispositions de la loi constitutionnelle, les députés avaient formé la junte préparatoire; le général Castanos en avait été nommé président.

Quiroga, nommé membre des Cortès, y parut avec l'uniforme de simple soldat de la milice de Cadix; mais on ne peut dissimuler qu'il montra, pendant toute la session, de la réserve, et même de la sagesse. Cet officier, d'une capacité médiocre, s'était fait renvoyer précédemment du corps royal du génie, par la nullité de ses talens. Simple officier dans la ligne, il avait fait le royaliste exalté lors du retour de Ferdinand. C'est lui qui, prenant la poste, était venu annoncer à la cour l'exécution à mort de Porlier. Cette démonstration d'un grand zèle lui avait valu le grade

de colonel. L'ambition est toujours une passion active et susceptible du plus grand développement pour ceux même dont les facultés intellectuelles paraissent circonscrites dans le cercle le plus étroit. Ce fut ainsi que Quiroga s'apercevant du parti qu'il pouvait tirer de l'esprit d'insubordination qui se manifestait parmi les troupes campées devant Cadix, se mit à la tête des mécontents, et devint un important personnage.

Sentant que sa réputation, que des circonstances militaires lui avaient créée, pourrait s'éclipser s'il se plaçait trop en évidence dans le sein des assemblées délibérantes, il eut le bon esprit de s'y tenir enveloppé dans le silence le plus circonspect. Invité à se rendre au club Lorencini, où l'on s'attendait à le voir paraître à la tribune avec cette jactance militaire qui n'est jamais sans produire un grand effet sur une multitude de citoyens, Quiroga refusa d'aller se compromettre au milieu d'une cohue de déclamateurs. Ce fut d'après le même principe qu'il évita toujours de se montrer dans ces orgies patriotiques où le bouillant Riégo aime à faire le bravache factieux.

Telle est l'explication qu'on donne assez généralement à la conduite énigmatique que tint à Madrid le général Quiroga pendant la session des Cortès.

Pendant l'assemblée des Cortès, formée au milieu des élémens les plus inflammables, faisait craindre de violens orages ; mais elle ne répondit pas à tous les funestes pressentimens que les bons citoyens avaient attachés à sa réunion. N'étant encore formée qu'en junte provisoire, elle refusa le titre de *majesté* que s'étaient empressés de lui donner des pamphlétaires républicains, toujours vils et rampans dans leur adulation démocratique. L'assemblée déclara solennellement que ce titre de *majesté* devait être réservé à la seule personne du roi. Les Cortès de 1812 se l'étaient laissé donner, parce que le monarque étant captif en pays étranger, l'essence de la royauté se trouvait pour ainsi dire en dépôt dans le sein de cette assemblée. Nous ne suivrons pas dans tous leurs détails les travaux législatifs des Cortès de 1820. Le parti révolutionnaire n'ayant pas encore perdu toute pudeur, y parut assez sobre de scandales. La majorité s'y montra constitutionnelle avec mesure ; la minorité dans sa dissidence même la plus exal-

tée, ne s'exprima qu'en termes respectueux sur la personne du roi et sur les institutions religieuses. On commença par confirmer le décret du 15 Juin 1812, qui déclare sainte Thérèse patronne des Espagnes. C'est ainsi que la capitale de la France s'est placée sous les auspices de l'illustre vierge de Nanterre, sainte Geneviève. La religion catholique et romaine fut reconnue comme devant être, exclusivement à toute autre, la religion de l'état.

Rien de plus inconséquent dans l'application des principes, que ces assemblées délibérantes qui ne se dirigent que par l'influence d'une faction dominante.

L'institution monastique que le concile de Trente a prise sous sa sauve-garde, y fut mutilée d'une manière bien peu canonique. Malgré l'éclatant hommage que les Cortès venaient de rendre à la religion catholique, tous les ordres réguliers furent supprimés. Interdisant la profession des vœux perpétuels, on favorisa la sécularisation. Enfin, la destruction de deux cents vingt-cinq maisons religieuses devint le résultat de cet empiétement du pouvoir législatif sur la hiérarchie religieuse.

L'assemblée ne manqua pas d'aborder la question de la liberté de la presse. Cette question est comme une vaste arène où l'éloquence de tribune se plaît à s'exercer. Les orateurs espagnols s'y montrèrent les dignes émules de nos plus fameux parlementaires français, et, comme on doit bien s'y attendre, on décréta les dispositions les plus favorables aux principes libéraux. Cependant les législateurs espagnols ne s'avançaient encore que d'un pas incertain dans la carrière philosophique; on excepta de la loi générale tous les écrits sur les saintes écritures et les dogmes religieux, qui restèrent toujours soumis à la censure de l'évêque diocésain.

A peine venait-on de consacrer la libre expression de la pensée sur toutes les questions politiques et administratives, que les Cortès, portant atteinte à leur propre loi, ordonnèrent de poursuivre, comme séditieuse, une remontrance très-mesurée et très-constitutionnelle du général des Capucins contre la réforme des ordres monastiques.

L'abolition des majorats tenait trop essentiellement aux nouvelles bases sociales, pour n'être pas décrétée par les Cortès; enfin, cette assemblée termina ses travaux par un

acte d'énergie qu'on était loin d'espérer d'elle , car il semble en opposition aux principes politiques qui faisaient partie de son existence. Les sociétés populaires étaient regardées comme l'avant-garde de l'assemblée représentative ; mais le club Lorencini avait pris un ascendant tellement décidé , que les Cortès dépendaient de son influence. Cet ascendant commençait à paraître tyrannique aux députés libéraux qui marchaient de bonne foi dans la voie constitutionnelle , et plusieurs autorités locales dans les provinces se voyaient avec peine éclipsées par l'influence supérieure des sociétés patriotiques. Mina lui-même , dans son gouvernement de la Navarre , s'était mis en opposition avec celle de Pampelune. A Vera , dans le royaume de Grenade , le club avait été dissous par l'alcade. Des réclamations si vives s'élevèrent dans le sein des Cortès contre les sociétés , que l'assemblée en décréta la fermeture. Ce fut la conduite inconsidérée de Riégo qui donna principalement lieu à cette mesure. Il nous faut faire connaître en peu de mots quelle en fut l'occasion.

Le gouvernement voyait avec inquiétude l'armée insurrectionnelle conserver sa position hostile dans l'île-de-Léon. Précédemment ces troupes mutines avaient déclaré qu'elles regardaient comme un devoir que leur imposait la patrie , de conserver à main armée le dépôt des libertés publiques jusqu'à la réunion des Cortès ; cessant de pouvoir alléguer un tel prétexte , les troupes devaient enfin se résigner à leur séparation. Afin de s'assurer de la bonne volonté de Riégo , qui en avait pris le commandement après le départ de Quiroga pour les Cortès , on l'avait nommé capitaine-général de la Galice. Riégo sentant le piège adroit que lui tendait la cour , déclara sa résolution de ne pas se séparer de ses frères d'armes. A l'égard de la dislocation des troupes , il la signala comme une perfidie de la part d'un ministère qui n'avait pas cessé de conspirer avec les ennemis du système constitutionnel. Les révolutionnaires avaient par-tout applaudi à cette résolution audacieuse des troupes. Le marquis de las Amarillas , ministre de la guerre , voyant ses ordres méconnus , donna sa démission , qui fut acceptée. Cependant le gouvernement ne cessa pas d'insister sur ses premiers ordres pour la séparation de l'armée insurrectionnelle. Riégo ayant épuisé tous les moyens d'opposition qu'il

pouvait faire valoir , et ne trouvant plus de prétexte pour persévérer dans sa désobéissance , prit la résolution de venir inopinément à Madrid ; son intention était de prouver au ministère qu'il n'était pas en position d'être impunément refusé.

Arrivé dans la capitale , il commence par braver la cour en homme qui n'a rien à craindre d'elle , et qui peut s'en faire redouter : il se rend au grand théâtre avec ses amis les plus exaltés ; il y chante lui-même cette espèce de Marseillaise espagnole dont le refrain de chaque couplet est *Traga la , perro* ( Gobe-la , chien ) (1). Deux jours après il ose se mettre en évidence dans un scandale bien plus tumultueux , dont les suites pouvaient bouleverser tout Madrid.

Les principaux révolutionnaires se réunissent avec lui dans une orgie à laquelle on donne le nom de banquet civique. Le flegmatique Quiroga refuse de prendre part à une telle incartade. Ce refus tenait à la circonspection qu'il avait prise depuis quelque temps pour règle de sa conduite politique.

Au sortir de l'orgie , on se rend au théâtre du Prince ; on y donnait une représentation extraordinaire en l'honneur de Riégo. *Henri III , roi de Castille* , était la pièce qu'on y jouait , parce qu'elle se trouvait remplie d'allusions les plus séditieuses. Pendant la petite pièce , on y demande à grands cris *Tragala , perro*. La voix du général se joit aux clameurs de la multitude. Le chef politique s'oppose à ce scandale. Une vive altercation s'élève entre lui et Riégo ; mais le chef politique ne se laisse pas intimider par les menaces hautaines de l'impétueux Riégo. Le tumulte s'accroît ; de tous côtés les sabres sont tirés. Enfin , la fermeté de ce courageux magistrat en impose aux factieux , qui se retirent , ne se trouvant pas en mesure de faire violence à l'autorité.

Cette imprudence des révolutionnaires rend quelque énergie au gouvernement , qui se trouve soutenu dans cette

---

(1) Cette belle chanson est de Riégo. Le refrain rappelle l'odieus propos des brigands espagnols qui , lorsqu'ils viennent d'assassiner quelqu'un , se vantent entre eux de lui avoir fait avaler leur poignard jusqu'à la garde : « *la tragò , il l'a avalé.* »

circonstance par les membres libéraux des Cortès ; car ce fut alors que l'assemblée interdit la réunion des sociétés patriotiques , comme étant devenues autant de foyers de troubles et de scandales.

La cour s'empressa de profiter de cet avantage pour destituer Riégo , gouverneur-général de la Galice , et le reléguer à Oviédo sa ville natale. Cette mesure de rigueur s'étendit à plusieurs chefs militaires , ses affidés les plus intimes.

Cet événement eut lieu le 4 Septembre 1820 ; le 5 , Riégo présente aux Cortès , contre sa destitution , la réclamation la plus véhémement ; mais aucune voix ne s'élève en sa faveur. Riégo sentit qu'une obéissance apparente était , pour le moment , le seul parti qu'il eût à prendre. Il se mit en route le 6 , de grand matin , pour les Asturies , avec une escorte de 20 cavaliers.

On aurait dit qu'une espèce de révolution venait de s'opérer dans les esprits en faveur de la cour ; car le roi se promenant ce même jour au Prado , y fut accueilli par de nombreuses acclamations. Mais le parti révolutionnaire revint bientôt de sa stupeur ; des cris de *vive Riégo* se mêlèrent aux cris de *vive le roi*. On fit entendre *Traga la , perro* , jusque sous les fenêtres du palais. La multitude environna la maison du chef politique , et menaçait de la saccager , lorsque la garnison , qui se trouvait forte de 10,000 hommes , parvint à repousser les séditeux.

Alors s'évanouit l'espérance dont on commençait à se flatter de voir la tranquillité se rétablir dans la capitale. La fermentation y parut si inquiétante , que le roi prit le prétexte de sa santé pour se retirer à l'Escorial.

Cependant la disgrâce inattendue de Riégo eut son effet sur l'esprit des troupes de l'île-de-Léon ; elles n'osèrent plus persister dans leur désobéissance aux ordres de la cour. Leur dislocation fut enfin effectuée ; mais les partisans de Riégo trouvèrent à prendre leur revanche sur d'autres points du royaume.

A Valence , le peuple prenant ombrage de la troupe , tomba sur elle lorsqu'elle s'exerçait aux manœuvres militaires. Les soldats repoussèrent de vive force les assaillans , et plus de 20 bourgeois furent tués dans cette émeute. La ville d'Oviédo fit la plus magnifique réception à Riégo.

On le fêta plusieurs jours de suite par des banquets et des illuminations.

Tels furent les fâcheux auspices sous lesquels les Cortès virent clore, le 9 Novembre, leur session, dont les commencemens paisibles avaient déjà rassuré les esprits.

D'après les dispositions de l'acte constitutionnel, une députation permanente, composée de sept membres des Cortès, fut nommée pour surveiller l'exécution des décrets rendus pendant la session législative.

Je ne dois point passer sous silence que les Cortès, peu de temps avant leur séparation, avaient réintégré dans tous leurs droits civils les *Joséphins* ou *Afrancesados*. L'amnistie s'était étendue sur les 69 *Perses*, avec cette restriction avilissante qu'ils seraient exclus de tous les emplois publics. On en faisait ainsi des espèces de Parias.

Le parti révolutionnaire ne vit qu'avec la plus grande inquiétude la séparation de l'assemblée législative, qui lui tenait lieu de sauve-garde contre le ministère; aussi fomenta-t-il de nouveaux troubles qui pussent lui servir de prétexte pour exiger du gouvernement la convocation des Cortès extraordinaires. Le séjour de Ferdinand à l'Escorial lui portait également ombrage; il craignait que le roi ne lui échappât pour aller se mettre à la tête des mécontents qui commençaient à se montrer dans les provinces du nord.

Les Moralès, Zaldivar et le chanoine Mérino organisaient déjà ces bandes armées qui depuis bientôt trois ans tiennent en échec, dans l'intérieur de l'Espagne, les milices et les troupes régulières. On ne parle pas de Ferdinand, dit *l'Abuelo*, ni de Dijar, surnommé *le Boucher*, dont les partis n'eurent qu'une existence passagère. Cette opposition armée restant toujours isolée des princes, n'acquiesça jamais assez de consistance pour faire changer l'état des choses. Si Ferdinand ne se fût pas laissé diriger par une circonspection trop timide, il aurait pu profiter de ces mouvemens de guerre civile pour intimider les factieux.

Le roi recevant à l'Escorial la députation de la municipalité de Madrid, qui lui demandait son retour dans la capitale, et la convocation des Cortès extraordinaires, voulut donner quelques signes d'énergie, parce qu'éloigné de plusieurs lieues de Madrid, il ne se sentait plus aussi directe-

ment sous la main des factieux. Il promit, il est vrai, son prochain retour ; mais il refusa la convocation des Cortès extraordinaires, que rien alors ne paraissait nécessiter. Il consentit à l'éloignement de son confesseur et de son majordome, qui depuis long-temps portaient ombrage aux factieux ; mais il eut le courage de les justifier, et de faire même leur éloge dans sa réponse à la députation municipale. Enfin dans cet élan de vigueur, croyant sérieusement avoir ressaisi la plénitude de sa puissance, il nomma au gouvernement de Madrid et de la Nouvelle-Castille, le général Carvajal, dont il connaissait le dévouement à sa personne ; mais la fermentation séditeuse qui se manifesta dans Madrid à la nouvelle de cette nomination, dissipa le rêve flatteur qui venait de distraire ce malheureux prince, et lui faire oublier un instant son état de captivité. Il dut sentir qu'il ne cessait pas d'être sous le joug d'une faction triomphante ; alors il fut douloureusement réduit à une passive condescendance.

Il envoya donc un message à la députation permanente des Cortès, afin qu'elle eût à lui désigner pour l'emploi de capitaine-général de la province de Madrid, un sujet jouissant de la confiance publique, et il annonça son retour très-prochain dans la capitale. En effet, le surlendemain il y fit sa rentrée.

Le gouvernement alors sembla disputer de popularité avec les chefs les plus exaltés de la démocratie. Les clubs, dont la réunion était interdite par une dernière loi des Cortès, rouvrirent leurs séances, et le club Lorencini reprit de nouveau les rênes de l'opinion publique. Le ministère, harcelé par cette tourbe de tribuns qui s'attachait à tous ses pas pour lui faire accélérer sa marche dans la voie constitutionnelle, s'efforçait d'imposer silence aux clameurs, en multipliant les gages de son attachement au nouvel ordre de choses.

Pour apaiser les ressentimens du fier Riégo à l'occasion de sa disgrâce, on le nomma capitaine-général d'Aragon, et le factieux, afin de braver solennellement le ministère auquel il faisait la loi, affecta de faire, le 8 Janvier 1821, son entrée triomphante à Burgos. Le général O'Donoghua fut envoyé vice-roi dans la Nouvelle-Espagne. Mina, mécontent de l'opposition qu'il trouvait dans la Navarre, se

fit transférer en Galice avec son même titre de capitaine-général. Il obtint pour successeur dans la Navarre son ami don Miguel Lopez-Banos. Enfin dans cette distribution patriotique qu'on fit des emplois les plus importans du royaume, le gouvernement de Zamora échut en partage à l'*Enmepecinado*. Les révolutionnaires, ainsi satisfaits, n'insistèrent plus sur la convocation des Cortès extraordinaires.

L'ambition n'est pas la seule passion à contenter ; lorsque le gouvernement se rend à la discrétion d'une faction victorieuse, la vengeance ne tarde pas à montrer toute son exigeante activité. Les meneurs réclamèrent donc la mise en jugement du chapelain Vinuesa, qu'ils accusèrent d'être l'ame d'une vaste conspiration fomentée par la France, et dont les ramifications s'étendaient dans toutes les branches de l'administration ; c'était surtout parmi les gardes-du-corps que cette conspiration comptait de nombreux adhérens. Le corps municipal avait lui-même accredité ces bruits, en osant reprocher au roi, dans une adresse qui lui fut présentée, que les ennemis de la constitution étaient dans son palais, dans ses appartemens et dans sa chapelle.

Ainsi Ferdinand qui par ses concessions s'était flatté d'adoucir ces préventions haineuses dont sa cour était l'objet, ne fit qu'accroître l'insolence de la multitude et de ses chefs. Le roi ne pouvait sortir sans qu'on ne poursuivît, en quelque sorte, sa voiture de cris menaçans, par lesquels on demandait la mort du chapelain Vinuesa, le renvoi des gardes-du-corps et le changement du ministère.

Les insultes à la majesté royale furent portées à un tel excès, que le roi s'en plaignit au corps municipal. Ces insolens plébéiens osèrent alléguer les souffrances d'un peuple justement aigri de voir que ses plaintes n'étaient pas écoutées ; cependant le corps municipal promit d'envoyer des corrégidors pour maintenir l'ordre et protéger la sortie de S. M. contre l'effervescence de la multitude. Le prince affectant une sérénité qui devait être loin de son ame royale navrée de tant d'humiliations, hasarda le jour suivant de sortir pour sa promenade accoutumée ; mais comme les mêmes clameurs se faisaient entendre, une trentaine de gardes-du-corps ne pouvant contenir leur indignation, sortirent de leur hôtel, l'épée nue à la main, et fondirent

sur la multitude, qu'ils dispersèrent. Plusieurs bourgeois furent blessés ; malheureusement un corrégidor qui se trouvait à la tête d'une patrouille , fut au nombre des victimes. Le peuple alors revint avec furie , et se porta sur l'hôtel des gardes-du-corps ; on fut obligé d'y placer trois pièces de canon. Cet appareil militaire contint la multitude. La garde nationale et la garnison accoururent en grande hâte ; dans tous les quartiers on prit les armes ; enfin dans un instant Madrid offrit l'image d'une ville qui se dispose à soutenir un assaut. La nuit vint heureusement calmer cet effrayant tumulte. Le lendemain matin la tranquillité parut rétablie ; tous les bons citoyens se réunirent aux militaires pour empêcher le renouvellement des troubles de la veille , et le gouvernement se concerta de suite avec le corps municipal pour donner entière satisfaction aux esprits irrités.

Comme il n'appartenait qu'aux Cortès , suivant la constitution , de prononcer le licenciement d'un corps militaire, il fut décidé que celui des gardes-du-corps cesserait tout service auprès de la personne du roi , et qu'on instruirait le procès des auteurs de ce déplorable événement. Cet ordre fut rigoureusement exécuté ; tous les gardes-du-corps qui ne s'étaient pas prononcés contre leurs camarades , furent conduits en prison , au milieu des huées de la populace. Cette affaire resta cependant suspendue pendant quinze mois ; ce ne fut que vers la fin d'Avril 1822 , qu'un jugement définitif acquitta les gardes-du-corps inculpés.

Enfin arriva le 1.<sup>er</sup> Mars 1821 , jour fixé par la constitution pour la réunion des Cortès ordinaires. Le roi en fit l'ouverture avec le cérémonial accoutumé. S. M. dans son discours , en parlant de la sincérité de ses intentions de tenir fidèlement ses sermens , ne put dissimuler ses griefs sur les outrages publics dont il avait été l'objet , malgré le respect qui lui était dû comme *roi constitutionnel*. « Ces » insultes , dit-il , ne se seraient pas répétées , si le pouvoir » exécutif avait toute l'énergie que la constitution demande. » On ne serait pas étonné , ajouta-t-il , si de tels excès continuaient , que la nation espagnole se trouvât accablée de » malheurs innombrables. »

Le discours de S. M. était inattendu ; on a lieu de croire qu'il ne l'avait pas communiqué à ses ministres ; aussi en

parurent-ils interdits , et le soir même , en sortant de cette séance royale , tous , à l'exception de M. Jabat , chargé du département de la marine , donnèrent ou reçurent leurs démissions.

Nous avons omis d'indiquer les changemens divers qui eurent lieu dans le ministère depuis 1814. Ces fréquentes mutations sont toujours l'indice de la faiblesse du gouvernement , qui , dans des circonstances orageuses , ne sait quelle direction prendre. C'est ainsi qu'un malade croit améliorer sa position en la changeant. Rien de plus dangereux dans un temps de faction , que cette incertitude dans le système politique. Comment marcher avec un gouvernement , lorsqu'il paraît ignorer lui-même où il veut aller ? peut-on se rallier à ses principes , lorsqu'alternative-ment il adopte ou désavoue les plus contradictoires ? Enfin , quelle confiance peut-on avoir dans un gouvernement qui rejette aujourd'hui le choix dont la veille il se félicitait ? Tel a été l'état des choses en Espagne , que le ministère a été renouvelé seize fois depuis 1814 ; ainsi tous les six mois la rotation ministérielle a fait paraître sur la scène politique de nouveaux personnages.

D'après la démission des ministres , le roi , pour réconcilier la révolution avec son gouvernement , fit demander aux Cortès une liste de candidats , pour y choisir les membres de son conseil et les chefs de l'administration publique. Croirait-on que cette demande d'une franchise aussi débonnaire , fut accueillie avec défaveur ? On la regarda comme un piège insidieux que le pouvoir exécutif tendait aux Cortès , pour les rendre complices de ses fautes , et les associer adroitement à l'exécution de ses projets liberticides ; on en prit le prétexte de faire l'éloge des ministres disgraciés , comme précédemment on affectait de censurer avec amertume chacune de leurs opérations. Quel être énigmatique , qu'une assemblée délibérante se livrant aux ébats d'une souveraineté usurpée ! c'est comme un isthme jeté entre la sagesse et la folie , pour me servir d'une expression de Pope ; car les Cortès , pendant cette nouvelle session , se montrèrent , comme l'année précédente , tantôt hostiles contre la royauté , et tantôt dirigées par les sentimens les plus respectueux envers la personne du roi. Elles reprirent les travaux législatifs qu'elles

n'avaient qu'ébauchés dans la précédente session, et complétèrent ainsi tout ce qui tenait à la suppression des majorats, au nouveau plan de l'instruction publique, à la formation de la force armée et à l'organisation définitive du système financier : mais le plus grand objet de l'attention de l'assemblée fut le rapport de la commission spéciale sur la sûreté intérieure; les passions factieuses y trouvaient un aliment plus actif. On put parler tout à son aise de trames et de conspirations, se renforcer en popularité, en accusant les personnages les plus éminens dans l'état. L'infortuné Vinuesa, chapelain du roi, joua le principal personnage dans ce drame contre-révolutionnaire dont les Cortès se donnèrent la représentation : on ne laissa pas échapper l'occasion d'insinuations perfides à l'égard du roi et de l'infant don Carlos, et d'accusations directes contre le duc de l'Infantado et le marquis de Castelar; on eut soin de parler encore avec éloge de l'ancien ministère, dont la surveillance sévère, disait-on, déconcertait les projets des conspirateurs. Enfin, le résultat du rapport de la commission fut la mise en jugement de Vinuesa. Ce procès devint l'occasion d'une émeute, où Madrid fut sur le point d'être le théâtre de ces horribles attentats qui ont ensanglanté Paris les 2 et 3 Septembre. On venait de recevoir la nouvelle que la garde nationale de Vittoria avait été battue, et en partie faite prisonnière par un noyau d'insurgés commandé par le chanoine Mérino; alors des déclamations plus violentes que jamais se font entendre contre le gouvernement dans les clubs et dans les lieux publics; non seulement le roi, mais encore tous les princes de la maison de Bourbon, furent insultés dans des chants frénétiques dont le refrain était, *la iran, la iran, mueran los Borbones* (ça ira, ça ira, périsent tous les Bourbons.) Les agitateurs avaient attaché à leurs bras des rubans verts, avec la devise : *La constitution ou la mort.* Vinuesa, dont la populace demandait la mort avec des cris forcenés, n'ayant été condamné qu'à dix années de galères en Afrique, la multitude se porta, le 3 Mai, à la prison de la Couronne pour s'emparer du condamné; le détachement de la milice nationale s'y étant opposé, fit feu, par les fenêtres, sur la multitude. Les agitateurs s'étant emparés de pioches et de marteaux, enfoncent les

portes de la prison, pénétrèrent jusqu'au malheureux détenu, et le massacre avec les instrumens qui leur avaient servi à forcer la prison (1).

Après ces attentats, la terreur fut universelle dans Madrid : le peuple sembla comme dans la stupeur du crime qu'il venait de commettre. Le gouvernement reprit alors quelque énergie ; le général Morillo, si célèbre par la défense des colonies espagnoles contre l'heureux Bolivar, venait d'arriver à Madrid : on crut que sa renommée et son caractère en imposeraient aux factieux ; il fut nommé capitaine-général de Madrid. Le lieutenant-général Copons-y-Navia en fut chef politique. On décida de réunir dans les environs de la capitale une armée de 12,000 hommes.

Ces mesures ne rétablirent pas entièrement la tranquillité, car à Valence on voulut renouveler, contre le général Elio, l'exemple de férocité que Madrid avait donné le 3 Mai. Depuis le mois de Mars de l'année 1820, don François-Xavier Elio était dans les prisons de Valence ; pour prévenir les effets de la fureur du peuple, le tribunal de première instance fut forcé de condamner cet infortuné général à la peine de mort. Cependant cette sentence ne reçut son exécution qu'en 1822.

La session des Cortès touchait à sa fin ; parmi les décrets que rendit cette assemblée, il faut distinguer celui portant l'abolition des droits seigneuriaux provenant d'un titre féodal.

Ce décret excita de si puissantes réclamations de la part des nobles, que le monarque en refusa la sanction. Ces dispositions hostiles des révolutionnaires contre la noblesse, ne firent qu'accroître le nombre des mécontents, qui formèrent des réunions formidables dans diverses provinces, sous les ordres de Zaldivar et de Mérino.

Le ministère venait d'être encore renouvelé pour la quatrième fois depuis le commencement de la révolution, et les Cortès avaient clos leur session ; le parti révolutionnaire avait enfin subi l'ascendant de la royauté à Naples et à Turin ; les agitateurs craignirent que le gouvernement

---

(1) Parmi ces assassins étaient deux gardes-du-corps, appartenant à une haute dame de la cour.

n'étant plus aussi directement sous la tutelle de l'assemblée législative, ne profitât des circonstances favorables où se trouvait l'Europe, pour essayer de ressaisir son indépendance.

Les meneurs résolurent donc d'avoir recours à la terreur et aux émeutes, pour engager le roi à convoquer les Cortès extraordinaires, et venir se remettre entre leurs mains dans la capitale. Effectivement, le roi, forcé de céder à une faction qui ne mettait plus de bornes à ses prétentions audacieuses, revint à Madrid le 4 Août, et convoqua les Cortès extraordinaires pour le 24 Septembre.

Cette concession ne suffit pas pour calmer les esprits, dont l'agitation était entretenue par diverses causes; car vers cette époque les révolutionnaires se divisèrent en deux partis, les constitutionnels et les *communéros* ou républicains: les premiers s'étaient emparés du pouvoir, et n'avaient d'autres vues que de gouverner, en conservant toujours le fantôme de la royauté; ils formaient la députation permanente, remplissaient le ministère et le conseil d'état, et avaient fait nommer parmi leurs créatures la plupart des chefs politiques. Le général Morillo était devenu l'ame et le soutien de ce parti; fiers d'avoir pour chef un personnage aussi généralement considéré, les constitutionnels se crurent assez puissans pour asservir les *communéros*; car ceux-ci manifestaient ouvertement l'intention de ne reconnaître d'autre gouvernement que celui qu'ils formeraient eux-mêmes.

Morillo n'hésita pas de s'attacher à un parti qui, sous des formes constitutionnelles, le plaçait à la tête des affaires. Ce général se prononça donc franchement contre les désorganiseurs; il déploya la plus grande fermeté contre les factieux, pour déjouer leurs complots, et réprimer les troubles qu'ils fomentaient.

Ce fut surtout dans l'événement du 20 Août qu'il prouva combien il était résolu de faire tête aux agitateurs, et de leur opposer cette constitution qu'ils affectaient d'invoquer dérisoirement.

Le roi était à la Granga. Un attroupement se forma sous les fenêtres du couvent où étaient détenus les gardes-du-corps arrêtés par suite des événemens du 5 Février. On se mit à chanter *la tragala*, avec l'accompagnement

du marteau, qui, depuis le meurtre de Vinuesa, était devenu un emblème patriotique.

D'abord une patrouille disperse les groupes, mais le club de la Fontaine d'Or retentit des cris d'alarmes, comme si on égorgeait les citoyens. Ce club, devenu la réunion des *comuneros*, avait succédé à l'influence du club Lorencini, qui fut comme éclipsé. Au sortir du club, la multitude se porte vers le couvent avec des gestes et des propos menaçans ; la garde oppose de la résistance. Le chef politique arrivant sur ces entrefaites, on lui demanda la destitution de l'officier qui osait résister au peuple. Le capitaine-général Morillo s'y transporte, et invite inutilement les groupes à se séparer ; une lutte s'engage entre les soldats et le peuple : mais pouvait-il tenir long-temps contre une troupe disciplinée ? Aussi fut-il enfin obligé de se disperser.

Le lendemain, les rassemblemens furent nombreux à la porte du Soleil et au club de *la Fontana*. On y demanda la destitution du capitaine-général, et sa mise en jugement pour avoir sabré des *citoyens paisibles*. Le général Morillo crut devoir céder momentanément à la violence de cet orage populaire ; il donna sa démission, en déclarant qu'il ne prendrait aucun commandement jusqu'à ce qu'il eût été jugé et reconnu innocent des calomnies qui lui étaient imputées. Renvoyé de la plainte après une enquête sévère, il reprit ses fonctions, mais en restant l'ennemi des *comuneros*, et sans se rapprocher davantage du parti du roi, parce que son ambition l'éloignait d'une cause qu'il regardait comme désespérée. Il fut donc toujours uni d'intérêts avec les constitutionnels.

Cet événement devint une nouvelle secousse pour le ministère toujours chancelant : deux de ses membres, les ministres de la guerre et des finances, furent obligés de se retirer ; ils firent place à des hommes dont les principes étaient moins équivoques, et dont le caractère parut plus décidé ; car le ministère agit dans une plus intime intelligence avec le général Morillo et le parti constitutionnel. Quelques mesures d'opposition contre les agitateurs furent le résultat de cette union.

Mais loin de sévir contre les anarchistes ; le gouvernement cherchait à les gagner en flattant leur enthousiasme

populaire ; il prodiguait pour eux en largesses le produit des contributions publiques, ou leur distribuait des emplois qui leur donnaient encore plus d'audace pour ourdir leurs funestes complots.

Cette faiblesse dans ceux qui gouvernaient faillit amener le triomphe complet des révolutionnaires, et la ruine entière du pouvoir monarchique ; car Mina et Riégo, jaloux de voir toutes les affaires de l'état à la disposition de Morillo, eurent sérieusement la pensée de changer la forme de l'administration, faire prononcer la déchéance du roi, et proclamer la république. Tels furent au moins les soupçons que fit naître la liaison entre ces deux généraux et un aventurier français réfugié en Espagne, le sieur Cugnet de Montarlo, ancien commissaire des guerres, et ci-devant rédacteur à Paris du pamphlet périodique *L'Homme gris*.

Le ministère espagnol se tenant sur ses gardes, parvint à déjouer leurs projets. Cugnet de Montarlo voyant ses mesures échouées, prit la fuite ; mais il fut arrêté cinq à six jours après. On destitua Riégo et Mina ; le premier eut ordre de se rendre à Lérída, et l'autre à la Corogne. Le fier Riégo fit mine de vouloir résister ; il fit répandre le bruit qu'il revenait avec des forces considérables à Saragosse, où il se proposait de proclamer la république ; alors la population entière se souleva dans le dessein de prendre parti pour ou contre. Enfin des pourparlers eurent lieu entre le général et le chef politique ; et Riégo, après une assez longue hésitation, se soumit aux ordres du gouvernement, et se rendit en exil à Lérída.

Dans cette situation, une puissance voisine se présentant en armes comme médiatrice, eut bientôt terminé la lutte à l'avantage de la cause monarchique ; mais par ce nouveau système qui fait la base de la sainte Alliance, toutes les puissances de l'Europe sont subordonnées les unes à l'égard des autres dans tous leurs rapports extérieurs. La France ne pouvait donc agir sans la sanction de ses puissans alliés : c'est d'après ce même principe que la Russie n'a pas osé s'immiscer activement dans les affaires de l'Orient, lorsqu'elle a pressenti qu'elle pouvait porter ombrage aux autres cabinets de l'Europe.

L'Espagne restant abandonnée à elle-même, et ceux

qui l'agitaient sentant qu'il n'en pouvait pas être autrement dans la position délicate où se trouvait l'Europe, le parti des *communéros*, légèrement ébranlé par les dernières circonstances, ne tarda pas à se relever plus fort et plus audacieux que jamais.

A Madrid et dans toutes les grandes villes du midi, tous les libéraux se crurent insultés, opprimés et frappés dans la personne de Riégo; le jour même de la destitution de ce chef de factieux, le peuple de Madrid se disposait à porter son buste en procession; mais le chef politique se mettant à la tête de quelques milices, chargea les factieux, dispersa les groupes, et déposa le buste à la maison commune. Cependant on ne put empêcher que le peuple ne délivrât quelques-uns de ceux qu'on avait saisis dans cette émeute.

L'audace entreprenante des révolutionnaires ne fut pas même ralentie par l'accident inattendu de cette peste qui, dépeuplant Barcelone, jeta l'effroi dans toute l'Espagne orientale. La guerre civile confondit ses ravages avec ceux de la fièvre jaune, pour désoler et dévaster entièrement les provinces les plus peuplées et les plus florissantes. Pendant que les Cortès extraordinaires se réunissaient, le 24 Septembre 1822, à Madrid, pour discuter sur les principes de la constitution et sur les divers articles de leur règlement intérieur; que les agitateurs poussaient chaque jour les plus bruyantes vociférations pour demander la destitution de tout le ministère, et qu'on se battait dans les Asturies et la Navarre; la peste étendait ses vapeurs mortelles sur Malaga et Murcie, menaçait Séville, après avoir exterminé la population entière de Tortose. Dans une partie considérable de l'Espagne, les cercueils succédaient aux cercueils; l'airain sacré se taisait, et les églises restaient désertes; mais les factieux n'en remplissaient pas moins toutes les rues et les places publiques à Madrid, pour concerter de nouvelles insultes contre la personne du roi, et de nouvelles imprécations contre ses ministres.

Ce fut enfin dans des circonstances aussi effroyables, que la lutte entre les partis prit un caractère plus violent et plus terrible, la faction militaire ne déguisant plus ses vues pour amener enfin une catastrophe décisive. Riégo croyant pouvoir impunément violer le ban de son exil,

parcourait les garnisons , les cantonnemens , les places de guerre , et par-tout se faisait décerner les honneurs d'un insolent triomphe. Ses émissaires , arborant le ruban vert , signe adopté par la faction , se groupaient autour de leur général , et le saluaient des cris : *Vive l'empereur Riégo*.

Le parti des communéros se montra par-tout décidé à l'emporter par la terreur et la violence : à Saragosse , ce fut au nom du *peuple souverain* qu'on donna le premier magistrat de la province ; à Cadix , les autorités civiles et militaires se réunirent pour déclarer leur scission avec le ministère , et le commandant Jaurégui refusa de reconnaître le baron d'Andilla que le roi lui envoyait pour successeur ; il en était de même à Séville. De son côté , Mina ne restait pas tranquille ; il s'efforçait de faire insurger la Galice , rassemblait les milices aux environs de la Corogne , frappait des contributions , prenait des otages , enfin se mettait dans une attitude hostile contre le gouvernement.

Rien n'était motivé dans les accusations dirigées contre le roi et son gouvernement ; on ne cherchait que des prétextes pour saper les derniers fondemens du trône ; on désignait par la dénomination de *serviles* , ceux qui étaient attachés à la cour , ou qui , professant les doctrines constitutionnelles , en voulaient défendre toutes les conséquences. Parmi ces derniers , dans les Cortès on distinguait surtout le comte de Torreno et M. Martinez de la Rosa , ancien proscrit de 1814. Ces députés s'étaient montrés avec énergie pour le nouvel ordre de choses ; mais ils ne voulaient point substituer l'arbitraire de la démocratie à ce gouvernement absolu de la royauté contre lequel ils avaient fait la révolution ; aussi furent-ils signalés comme des *serviles* , et le comte de Torreno se rendant aux Cortès , fut poursuivi par la populace , qui voulait attenter à sa vie (1).

Les ministres enfin furent intimidés , et le 6 Décembre ils demandèrent leur démission. L'ame de Ferdinand s'était en quelque sorte retrempée au milieu de tant d'in-

---

(1) Ce comte est l'agent le plus actif du parti des deux chambres ; Bonaparte l'avait nommé grand d'Espagne : il est beau-frère de Lacy , fusillé comme factieux en 1819.

fortunes ; aussi montrant le plus noble courage , il refusa la démission de ses ministres , et prononça ces paroles d'un ton véhément à son conseil réuni qui gardait le silence de l'effroi : « Je sais le sort que me préparent ces gens ; ils veulent que je sois un second Louis XVI , mais ils n'y réussiront pas. Je ne serai point le premier à provoquer la lutte ; mais si l'on m'y force , et si je dois mourir , ce sera les armes à la main et à la tête de ma garde. » Cet élan d'énergie de la part du monarque déconcerta la faction , et les ministres se décidèrent à rester à leur poste ; mais bientôt la tempête devint si violente , qu'il fallut céder à sa fureur.

Cependant les premières dispositions du Congrès avaient fait concevoir des espérances heureuses au parti royaliste. Sur le rapport du député Calatrava , l'assemblée avait décrété de mettre en jugement les autorités désobéissantes de Cadix et de Séville. A peine cette décision fut-elle connue dans la salle et au dehors , que des cris de rage se firent entendre ; des imprécations les plus horribles furent proférées contre le roi et les Cortès ; le désordre fut au comble. Les autorités locales et les bonnes dispositions de la force publique y mirent cependant un terme ; ce fut alors que Mina , commençant à regarder comme incertain le triomphe des communéros , fit en quelque sorte un pas rétrograde dans la faction. Cependant il pouvait compter sur l'appui du peuple et de la garnison de la Corogne , qui voulaient le maintenir à force ouverte dans son poste de capitaine-général. Mais à Orense et à Lugo on organisait une junte , et on se mettait en mesure de résister aux partisans de Mina. Enfin , après plusieurs jours d'anarchie et de désordre , ce général consentit , le 12 Décembre , à remettre le commandement au brigadier Delatre , et il partit pour Siguenza , lieu de son exil. Il fut accusé de faiblesse par les révolutionnaires , qui avaient plus espéré de l'audace de cet ancien chef de faction. Mais presque aussitôt après la soumission de Mina , la chance tournait à Madrid en faveur des factieux ; ils étaient parvenus par leurs intrigues et par leurs menaces , à ressaisir leur influence dans les Cortès ; car dans la séance du 15 , à la majorité de 104 voix contre 59 , il fut décrété qu'une adresse serait présentée au roi pour le

renvoi des ministres, auxquels on attribuait les désordres et l'anarchie qui désolaient une partie des provinces. Néanmoins le roi ne voulant pas fléchir, persista dans sa résolution énergique de se refuser à la démission de ses ministres. Ce fut dans une telle lutte que finit l'année 1821; l'année suivante commença sous les plus défavorables auspices pour la puissanceroyale. Le gouvernement ayant envoyé le général Campo-Verde contre les séditiens de Séville, qui persistaient à méconnaître l'autorité du ministère et les décrets des Cortès, cette ville rebelle fit réclamer les secours de Cadix; le général Jaurégui se mit aussitôt en marche avec une partie de la garnison, pour appuyer les mécontents de l'Andalousie. Presqu'au même instant le régiment de cavalerie qui se trouvait en garnison à Almanza, le soir, après l'heure de la retraite, voulut forcer la porte de la caserne, monter ensuite à cheval, et se diriger vers Séville; mais l'intrépidité de l'officier qui se trouvait de garde à la porte de la caserne, fit échouer ce complot. Le colonel, prévenu, eut le temps de venir calmer les esprits, et les soldats rentrèrent dans les devoirs de la subordination. Pareilles tentatives factieuses eurent lieu en divers endroits par d'autres corps militaires. Toutes ces circonstances persuadèrent enfin au roi, que la prudence lui commandait de céder à l'orage, et la démission des ministres fut acceptée. Les successeurs qu'on leur donna, et qui furent d'abord accueillis par la faveur publique, eurent bientôt leur crise d'expulsion.

Pour obtenir ce triomphe sur l'autorité royale, les deux factions libérales de l'Espagne, divisées en partis de 1812 et de 1820, s'étaient réconciliées en apparence aux dépens du malheureux Ferdinand VII, et sous la condition, comme c'est la coutume dans toutes ces luttes politiques, d'occuper indistinctement toutes les places civiles et militaires, à l'exception des royalistes. Le parti de 1820, qui n'était composé que d'exaltés, n'eut pas la meilleure part dans les bénéfices d'une victoire à laquelle son audace avait tant contribué; car les constitutionnels de 1812 étant plus exercés dans les subtilités de l'intrigue, surent s'emparer du ministère, qu'ils composèrent des hommes les plus décidés de leur parti.

Les élections pour les Cortès furent entièrement con-

formes à l'opinion dominante : l'assemblée , composée en grande majorité de révolutionnaires , nomma Riégo son premier président.

Toutefois le parti royaliste n'était pas sans espérance ; il puisait sa force dans le mécontentement général , dans l'appui du clergé , dans les sentimens religieux du peuple , et dans les excès même du parti contraire.

Le système plus prononcé d'après lequel le ministère français venait d'être formé , devenait une nouvelle chance avantageuse pour le parti royaliste en Espagne. C'était donc avec joie qu'on avait vu les troupes françaises formant le cordon sanitaire , se renforcer sur toute la ligne des Pyrénées. Alors s'organisèrent plusieurs bandes espagnoles , sollicitant des armes et des subsides , et se montrant disposées à braver tous les périls pour la délivrance de leur roi.

Mais les succès de cette conjuration armée tenait à cette intervention directe de la France , qui vient de faire l'objet des délibérations du congrès de Vérone.

A Madrid , on préluait à une crise provoquée par tous les partis. Dans le nord de l'Espagne , jamais les bandes de la Foi ne s'étaient montrées si bien organisées , ni plus menaçantes ; elles tenaient les clefs du royaume. Le Trapiste , le général Quésada et le baron d'Eroles , entraient en campagne ; dans toute la Catalogne , les royalistes se soulevaient. En Andalousie , les carabiniers royaux levaient l'étendard de l'insurrection , et la province de la Manche se déclarait pour la cause du roi. Mais c'était à Madrid et autour de la demeure royale , que la lutte devait s'engager d'une manière plus vive et plus décisive.

Cependant le séjour de Ferdinand VII à Aranjuez , d'où il lui était facile de s'évader , inquiétait le parti qui s'était emparé du pouvoir. Le général Morillo , pour décider le monarque à rentrer dans Madrid , allégua le prétexte d'une prétendue conjuration qui aurait eu pour objet le massacre du roi. « Je n'ai rien à craindre , répondit » Ferdinand , j'ai confiance en Dieu ; si mon heure est venue , rien ne saurait la retarder. » Morillo insista , et le roi , trompé , revint malheureusement dans la capitale.

Plus il y avait d'irritation , d'aigreur et d'indices d'un déchirement prochain , plus les chefs du parti révolution-

naire redoublaient d'efforts pour se rendre maîtres de tous les ressorts de l'état. On mit en question dans un comité secret, la déchéance du roi ; mais cette mesure fut ajournée ; il fut décidé seulement qu'on ôterait sa garde au monarque devenu captif. Quinze à vingt soldats de la garde furent assassinés par les sicaires de la faction, sans que le ministère osât interposer son autorité. On s'efforça d'exaspérer la garde royale, pour l'entraîner dans un faux mouvement. A plusieurs reprises, on la consigna dans ses casernes ; il fut défendu aux soldats de sortir avec leurs sabres, tandis que leurs ennemis paraissaient toujours armés dans les rues de Madrid. Toutes ces provocations produisirent chez ces braves une irritation dont les révolutionnaires ne manquèrent pas de tirer le parti qu'ils attendaient.

Tous les signes d'une prochaine explosion tenaient la capitale en alarmes, quand, le 1.<sup>er</sup> Juillet, Riégo intrigua auprès du roi pour s'emparer du commandement des troupes de la garnison. Son but était de se substituer au capitaine-général Morillo ; car les révolutionnaires étaient en défiance de ce général, dont toutes les vues tendaient au maintien de la monarchie, mais en la tempérant par des formes constitutionnelles.

Le 2 Juillet, quatre bataillons de gardes sortirent de Madrid ; allant se réunir au Prado, ils arborèrent l'étandard de l'insurrection royaliste. Cependant ils n'étaient pas bien décidés sur leur système politique ; car loin de renverser la pierre de cette constitution contre laquelle ils s'insurgeaient, ils y placèrent un poste pour la protéger. La garde du palais resta aux deux bataillons de service ; ils s'y maintinrent dans une espèce de passive neutralité. On répandit le bruit que tout était préparé pour la fuite de la famille royale, et que les bataillons devaient former son escorte jusqu'à la frontière. Les constitutionnels se croyant en péril imminent, sentirent la nécessité d'avoir pour auxiliaires dans la défense de la même cause, leurs antagonistes, ces communeros qui avaient récemment adopté le sobriquet de *descamisados* (les sans-chemises). Comme ils étaient maîtres de la garnison, et qu'ils dominaient le ministère, ils purent mettre obstacle à toutes les tentatives qu'aurait pu faire le roi pour se mettre à la tête des royalistes.

L'argent , ce grand nerf de toutes les factions , man-  
quait aux adversaires de la cour : la maison française  
*Hardouin* leur fit une avance de huit millions.

Madrid présenta l'aspect d'un camp : les troupes de  
ligne , la garde nationale et les fédérés se réunirent , avec  
du canon , sous les ordres des généraux *Morillo* , *Balles-  
teros* , *Riêgo* , *Alava* et *Palarea* ; ils occupèrent tous  
les postes et toutes les avenues. Le général *Morillo* alla  
en personne au Prado pour essayer de faire rentrer les  
gardes dans leurs casernes : là , il se refusa opiniâtrement à  
toutes les instances que lui firent les soldats pour les  
commander ; il fut même se plaindre au roi de leur dés-  
obéissance. « Qu'on me laisse mettre à la tête de mes  
» gardes , dit le prince , et vous verrez qu'ils m'obéiront. »  
Mais Ferdinand n'était pas libre de se livrer à cette  
énergie de caractère que tout descendant d'Henri IV doit  
regarder comme faisant partie de son patrimoine héréditaire :  
le malheureux roi , sévèrement observé , fut obligé de  
suivre les faux mouvemens dans lesquels le dirigeaient  
les traîtres dont il était entouré. Les ministres n'o-  
sant prendre un parti dans une telle crise , se firent  
consigner pendant quarante-huit heures dans leurs bureaux  
respectifs.

Les révolutionnaires voulaient forcer l'entrée du palais ,  
et attaquer personnellement le roi. « Qu'allez-vous faire ,  
s'écria *Morillo* ? voulez-vous donner à la sainte Alliance  
le prétexte de nous faire la guerre ? » Ce mot décèle  
tout le secret du parti dont le capitaine-général était le  
chef.

Les libéraux ayant répandu l'argent à pleines mains ,  
attirèrent dans leurs rangs plusieurs officiers des gardes  
qui s'étaient réunis au Prado. Leur désertion jeta l'incerti-  
tude dans les rangs des quatre bataillons , qui , marchant  
sur Madrid , se trouvèrent sans chefs pour les comman-  
der ; aussi ne purent-ils qu'opposer une résistance tumul-  
tueuse aux douze mille hommes de troupes constitution-  
nelles qui combattaient sous les ordres de chefs expérimentés.

L'action étant engagée , le roi , entouré d'un grand  
nombre de personnes attachées au palais , et d'officiers  
généraux , tels que le duc de l'Infantado , le marquis de

las Amarillas , le comte de Castro-Torreno , fit appeler dans ses appartemens tous les membres de la famille royale. Cependant les deux bataillons de garde au palais restèrent tranquilles , sans prendre aucune part à l'action. On n'a jamais connu la cause de cette immobilité. Les quatre bataillons qui avaient commencé l'attaque , malgré leur valeur opiniâtre , ne purent long-temps disputer la victoire à des ennemis si supérieurs en nombre. Les gardes , ainsi abandonnés à eux-mêmes , furent taillés en pièces. Le roi , sur la nouvelle de leur défaite , voulut faire seller ses chevaux , et courir les hasards d'une retraite courageuse ; il en fut détourné par l'un de ces conseils timides qui précipitent la chute des rois , lorsque le dévouement personnel devient un devoir que leur impose la nécessité des circonstances.

Ne trouvant ni appui , ni secours , les gardes , foudroyés par le canon et poursuivis par la cavalerie , laissèrent sur le champ de bataille 300 morts et près de 600 blessés.

Dans cette fatale journée , les destinées de l'Espagne ont été sacrifiées à la mal-adresse et à la perfidie. Le 7 Juillet est devenu l'époque de l'entière captivité du roi , et d'un grand changement dans l'administration. Madrid subit le joug de la terreur ; chacun s'empessa de se jeter dans le parti des descamisados. Ce fut surtout dans le parti des convertis que le zèle de la proscription parut plus exalté ; car ils menacèrent même le monarque de lui faire subir le sort du malheureux Louis XVI , si , refusant de se placer à la tête de la révolution , il ne livrait pas à la rigueur des lois ses serviteurs les plus dévoués et ses propres gardes.

Le général Morillo (1) qui , le 7 Juillet , avait consommé sa trahison , ne jouit pas long-temps du fruit de sa coupable victoire ; se croyant maître du gouvernement , il avait réuni les titres et les fonctions de capitaine-général et de chef politique ; mais Ballestéros , dont

---

(1) On croit que ce général , vendu au parti des deux chambres , s'était chargé de proposer à Ferdinand VII la charte française , que ce monarque refusa avec indignation.

l'ambition avait des vues plus élevées , voyant dans Morillo un dangereux compétiteur , parvint à le rendre suspect. Ainsi s'éclipsa la dictature de Morillo , qui fut obligé de se démettre de ses emplois , et de rentrer dans la vie privée , où même il fut comme gardé à vue par les ombrageux révolutionnaires.

Déarrassé d'un tel rival , l'heureux Ballestéros sut aussi absorber la réputation colossale de Riégo , qui dès ce moment ne joua plus qu'un rôle subalterne et sans aucune importance.

Ballestéros se voyant au premier rang sur la scène politique , fit le maire du palais , et vint à la tête des fédérés imposer au roi captif un ministère qu'il forma de ses créatures.

Il paraît que ce ministère n'a pas été assez souple pour obéir à toutes ses volontés ; car il n'a pas tardé à le congédier , et même à le livrer à toute la rigueur des poursuites judiciaires du fiscal Paradès. Cet agent des communéros semble aspirer à l'honneur honteux d'être le Fouquier-Tinville de la révolution espagnole ; car dans l'instruction relative à la journée du 7 Juillet , il a osé comprendre les personnages les plus augustes. Un petit tribunal des environs de Madrid se proposant pour exemple le zèle de ce fameux magistrat , a donné à l'Europe le scandale de condamner à cinq ans de galères l'infant don Louis , frère du roi. Enfin , les descamisados sentant tout l'odieux d'un tel opprobre , ont désavoué cette infame procédure , et l'action des lois a été dirigée seulement contre ceux qui , le 7 Juillet , avaient été pris les armes à la main. Tel est l'état où l'Espagne se trouve dans le moment actuel.

Nous ne sommes entrés dans aucun détail sur les opérations militaires auxquelles cette révolution a donné lieu depuis trente mois. Quelque importance qu'on ait voulu donner à cette espèce de guerre civile , les divers événemens qui ont eu lieu dans plusieurs provinces n'ont présenté par-tout que l'apparence de bandes partielles , agissant sans ensemble , et n'ayant pu former un corps d'armée , ni se rendre maître d'aucune grande ville. Pendant quelque temps , la Navarre et la Catalogne ont donné de l'espérance au parti royaliste. Castelfollit , Puycerda et la Seu d'Urgel

ont vu flotter sur leurs remparts le drapeau de la fidélité. Une régence même , composée du marquis de Matagorda , du baron d'Eroles et de l'archevêque de Tarragone , s'est établie en s'entourant de toutes les formes d'un gouvernement régulier. Le Trapiste , Quésada et le baron d'Eroles étaient ses généraux en chef ; mais cette espèce de succès n'a été que de courte durée. Mina , s'avancant à la tête de troupes nombreuses , a tenu la campagne avec une supériorité décidée. Les bandes éparses des royalistes ont été écrasées ; la régence , forcée d'évacuer successivement Urgel , Puycerda et Llivia , vient de se réfugier en France : elle est aujourd'hui à Toulouse , et doit rentrer par Bayonné dans la Navarre.

Pendant des nouvelles récentes sur la situation des divers rassemblemens des royalistes en Espagne , doivent nous confirmer dans l'opinion , que la noble cause qu'ils défendent n'est pas encore désespérée. Malgré la supériorité momentanée des constitutionnels dans la Catalogne , ceux-ci ne peuvent y regarder leur domination comme affermie ; plusieurs milliers de royalistes n'attendent que le moment favorable pour recommencer la lutte avec un courage qui , se laissant désormais diriger par la prudence , pourra forcer la fortune à lui devenir plus favorable.

On connaît d'ailleurs en ce moment la décision du congrès. Les puissances alliées sont décidées à détruire l'anarchie espagnole , et on ne peut regarder la note diplomatique du gouvernement français à son ambassadeur , que comme une mesure politique concertée avec les autres puissances , pour écouter les actes de soumission que feraient les révolutionnaires de Madrid , et avancer la pacification de ce malheureux pays et le rétablissement de Ferdinand VII sur son trône.

Nous allons terminer ce précis historique , en rappelant les noms de tous ces valeureux défenseurs de la cause royale , qui n'ayant pas déserté le sentier de l'honneur et de la fidélité , ne remettront jamais l'épée dans le fourreau , tant qu'il restera un seul village où ils puissent arborer le drapeau de la fidélité. MM. le baron d'Eroles , Ambroise Maragnon (*le fameux Trapiste*) , Misas , Fleyre , Malavilla , Mozen-Anton , Sapere , Valero , Romagnosa ,

Bessière, Mirallès, Carragol, Valonga, Cueva, Merino,  
Charles O'Donnell, Percira, le Rouge de Valderos,  
Quésada, et l'infatigable Zaldivar.



F I N.

*Nota. Nous prévenons nos Lecteurs que nous sommes dans l'intention de donner la suite de ce Précis au fur et à mesure des événemens qui se succéderont.*



